



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2024-03A
15 MARS 2024

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Insertion

Jeunes

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politique de la ville

Politiques sociales

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Protection des majeurs

Travail social

Violences

AIDE A DOMICILE

Plateformes des métiers de l'autonomie : les premiers enseignements de l'expérimentation

Média social (Le), 11/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/plateformes-des-metiers-de-lautonomie-les-premiers-enseignements-de-l-experimentation_M0IXyq

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) partage les premiers enseignements des neuf plateformes de l'autonomie qui ont été évaluées tout au long de l'année 2023. Celles-ci ont pour objectif d'apporter des solutions aux structures de l'aide à domicile et aux établissements médico-sociaux qui peinent à recruter et à fidéliser leurs professionnels.

https://www.cnsa.fr/documentation/cnsa_evaluation_plateformes_metiers_autonomie_autonomie_phase_1_vf.pdf

Les bienfaits de la reprise de l'aide à domicile par une entreprise publique locale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/916415/les-bienfaits-de-la-reprise-de-laide-a-domicile-par-une-entreprise-publique-locale/>

Le Lot, dont la population est l'une des plus âgées de France était confronté aux déficits chroniques et au manque de structuration de ses associations d'aide à domicile.

Pour garantir une continuité de service sur l'ensemble du territoire et enrayer les déficits, le conseil départemental a créé une entreprise publique locale.

Cette société a repris les structures en difficulté, rétabli l'équilibre financier, et propose des avantages intéressants à ses salariés.

A Gannat (Allier), une méthode RH gagnante

Territoires du social, 03/2024, n° 546, p. 19

Depuis 2018, le CCAS de la petite commune de l'Allier a totalement revu l'organisation de travail de son service d'aide à domicile afin de le rendre plus attractif.

DISCRIMINATIONS

Un panel d'actions déployé au collège contre le sexisme

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/915786/contre-le-sexisme-un-panel-dactions-deployees-au-college/>

Le dispositif porté par le département de Seine-Saint-Denis vise à faire des élèves des acteurs de la lutte contre les inégalités et les stéréotypes.

ENFANCE ET FAMILLE

L'articulation entre vies familiale et professionnelle repose toujours fortement sur les mères

DREES - études et résultats, 03/2024, n° 1298, 8 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2024-03/ER1298.pdf>

Au sommaire :

- Quand un parent est plus « éloigné » de l'emploi que l'autre, c'est la mère dans 5 cas sur 6
- Six fois plus de mères que de pères ayant déjà eu un emploi sont sans emploi ou à temps partiel en raison de leur(s) enfant(s)
- Les mères employées ou ouvrières sont plus souvent contraintes que les cadres de cesser leur activité pour les enfants
- Faute de solution d'accueil, c'est le plus souvent la mère qui freine son activité pour garder l'enfant
- Depuis 2002, les situations d'emploi sont plus souvent similaires au sein des couples, mais l'égalité est encore loin



Accueil de la petite enfance

Pacte des solidarités, service public de la petite enfance : quelle place pour les CAF ?

Média social (Le), 06/03/2024

Le rôle des CAF dans le déploiement des nouveaux chantiers liés à la mise en œuvre du Pacte des solidarités et du service public de la petite enfance est détaillé dans deux instructions de la Cnaf.

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitr

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre/

Revalorisation en vue pour les personnels de la petite enfance

Média social (Le), 06/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/revalorisation-en-vue-pour-les-personnels-de-la-petite-enfance_UJcW00

Le coup de pouce avait été déjà annoncé par le gouvernement Borne, en juin dernier, pour soigner la qualité du futur « service public de la petite enfance » : l'État allait « accompagner jusqu'à deux tiers » les revalorisations de salaires accordées dans le secteur de la petite enfance, à compter du 1er janvier 2024, pour une hausse moyenne de « + 1 800 € net annuels ».



Serge Tisseron, psychiatre : « Le développement des crèches et des espaces petite enfance devient un axe prioritaire de la prévention du trop d'écrans »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 09/02/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/paroles-de-pro/rencontres/serge-tisseron-psychiatre-le-developpement-des-creches-et-des-espaces-petite-enfance-devient-un-axe>

Serge Tisseron est psychiatre, docteur en psychologie habilité à diriger des recherches et membre de l'Académie des technologies. En 2013, il publie son célèbre ouvrage 3-6-9-12. Onze ans plus tard, dans une édition augmentée 3-6-9-12 +, le psychiatre poursuit son engagement pour une société connectée, responsable et créative en tenant compte des nouvelles recherches, des nouveaux outils et des nouveaux usages. Ces nouvelles balises sont là pour aider parents et éducateurs – dont les professionnels de la petite enfance – à introduire les écrans au bon moment et de la bonne façon.

L'éducation aux aliments

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 35-36

Lorsqu'il est question de l'alimentation de l'enfant, on pense immédiatement aux plats équilibrés, aux repas sains à lui proposer, au fait qu'il mange bien pour protéger sa santé future. Mais l'alimentation du tout-petit, c'est aussi se placer à son niveau et accepter que ses connaissances en matière de nourriture sont inexistantes. En utilisant ses cinq sens, il est possible de le familiariser dès le plus jeune âge avec tout ce qui fait un aliment : il peut le voir, le toucher, le sentir, l'entendre, le goûter. Chaque sens délivre une information et renseigne l'enfant sur ce qu'il mange et mangera. En lui servant des repas variés, en s'attardant pour lui faire découvrir leurs composantes via ses cinq sens, l'adulte l'accompagne dans son éveil alimentaire et lui apprend à aimer manger.

Un nouvel intervenant au sein des EAJE : le référent santé et accueil inclusif

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 33-34

L'évolution de l'accueil des jeunes enfants a donné naissance au métier de référent santé et accueil inclusif. Les missions de ce nouvel acteur de la prévention et de la santé sont définies par le décret du 30 août 2021. Son rôle est étendu, allant de la rédaction de protocoles à l'accompagnement des équipes dans leurs pratiques en passant par le dépistage de situations difficiles et l'intégration d'enfants en difficulté.



L'éveil culturel et artistique en direction des jeunes enfants : un sujet toujours d'actualité / JOUZEAU Nathalie

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 30-32

Fin 2022, deux colloques importants ont eu lieu à Paris au sujet de l'éveil culturel et artistique : "Bébés au musée", à la Cité des bébés, et la "Rencontre nationale de l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants", au centre Pompidou. Ces deux événements ont présenté les actions menées en partenariat avec des artistes, des professionnel(le)s de la petite enfance et des acteurs culturels. Ils ont permis de mettre en lumière les bénéfices qu'apportent la culture et les arts aux très jeunes enfants. Ce sujet est au cœur de la lutte contre la pauvreté, les discriminations et le déterminisme social.

Lire avec le tout-petit / HEBERT Ana, AUCLAIR Magalie, VIOLON Margot

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 26-27

Il n'y a pas d'âge pour lire ! Et pas non plus de bonne façon de lire ou d'écouter une histoire. Il n'y a que du plaisir qui se partage. Voici quelques pistes de réflexion autour de la lecture pour les tout-petits. Nos expériences de psychologues et d'éducatrice auprès de jeunes enfants se mélangent ici aux apports de Sophie Marinopoulos, psychologue et psychanalyste, et de Chloé Séguret, lectrice, qui nous ont inspirées par leurs rapports, conférences et supports numériques.

La distance professionnelle : de la formation à la pratique / REGNIER Lydie

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 24-25

Qu'est-ce que la distance professionnelle ou, comme nous l'entendons souvent, la bonne distance professionnelle ? Cette question fait généralement débat chez les professionnels de la petite enfance. En formation, ils apprennent qu'ils ne doivent pas s'attacher, ne pas être trop proches des tout-petits, qu'ils sont tenus de conserver une bonne distance professionnelle. Une fois arrivés sur le terrain, ils craignent de ne pas en savoir assez et de laisser l'enfant s'attacher trop à eux. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Quel est le sens de cette distance ? Dans quel cas les limites du non-professionnalisme risquent-elles d'être franchies ?

Les fêtes en petite enfance [Dossier] / LE GAT Marie-Paule

Métiers de la petite enfance, 03/2024, n° 327, p. 9-23

- La fête dans toute sa splendeur ! Marie-Paule Le Gat
- La fête à la crèche, l'outil social par excellence, Julie Hernandez
- Le sens de la fête chez le jeune enfant, Hélène Romano
- L'intérêt de la fête en microcrèche, Claire Darrivière, Delphine Jacquin
- Les enveloppes en folie, un calendrier de l'avent ludique et éducatif, Jennifer Mallard
- Des livres autour des fêtes, Cathelyne Josselin

Développement de l'enfant

Troubles dans l'attachement / VANWALLEGHEM Stéphanie

Santé mentale, 02/2024, n° 285, p. 21-87

Aujourd'hui, la théorie de l'attachement est une approche incontournable en psychopathologie. Si le besoin vital d'attachement est très présent à la naissance, il reste actif tout au long de la vie, et notamment dans les périodes de changement, de vulnérabilité et de pertes d'autonomie. Au-delà du lien affectif qui unit d'abord le nouveau-né à une figure de soin, l'approche des modèles d'attachements multiples ouvre des perspectives en termes d'expériences relationnelles correctrices, notamment dans les soins psychiques. Repères et mises en pratique.

<https://www.santementale.fr/revue/numero-285-fevrier-2024/>



Le développement de l'enfant de 2 à 6 ans

Journal de l'animation (Le), 03/2024, n° 244, p. 32-33

<https://www.jdanimation.fr/revues/articles/le-developpement-de-l-enfant-de-2-6-ans>

Fiche mémo sur le développement langagier, cognitif, affectif et social, sensoriel et moteur, selon les âges des enfants.

Parentalité



Soutien à la parentalité : de quoi parle-t-on exactement ?

Lesprodelapetiteenfance.fr, 06/03/2024

<https://lesprosdelaPetiteenfance.fr/vie-professionnelle/soutien-la-parentalite/soutien-la-parentalite-de-quoi-parle-t-exactement>

Monique Busquet est psychomotricienne et elle a toujours mis l'accompagnement à la parentalité au cœur de son travail, parce qu'« un enfant n'existe pas sans ses parents. ». Tout au long de ses études, au fil de son expérience et de ses formations complémentaires, elle a particulièrement été marquée par les travaux de John Bowlby, Donald Winnicott, Serge Lebovici, Bertrand Cramer, T.B Brazelton et plus récemment d'Antoine Guedeney. Leur influence et celle d'autres encore *, lui ont permis de se forger des convictions et de construire des pratiques professionnelles auprès des parents. Voici quelques-unes des idées principales qui ont constitué les socles de sa pratique et lui ont permis de porter un regard bienveillant sur les parents, leurs tâtonnements et difficultés.

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

ESMS : l'Anap lance une plateforme en ligne dédiée à "l'attractivité et la fidélisation"

Média social (Le), 08/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/esms-l-anap-lance-une-plateforme-en-ligne-dediee-a-l-attractivite-et-la-fidelisation_Q5vldD

« Dans un contexte en tension, les difficultés économiques, les conditions de travail ou la perte de sens du métier participent à l'aggravation des taux de vacance/rotation des postes. Recruter des talents, fidéliser et valoriser les personnels devient un enjeu majeur », explique l'Agence nationale de la performance sanitaire et médico-sociale (Anap).

<https://anap.fr/s/politique-attractivite-et-fidelisation?language=fr>

Travail et numérique en santé - Les effets des transformations numériques sur les conditions de travail dans les établissements sanitaires et médico-sociaux

ANACT, 02/2024, 44 p.

Le numérique en santé facilite-t-il la coordination et le partage d'informations au sein d'une structure ?

Quel intérêt les professionnels portent-ils au sujet numérique ?

Quels usages en font-ils et quels en sont les impacts sur les organisations ?

L'accompagnement et la formation à l'utilisation des outils numériques sont-ils suffisants, au regard de l'impact de l'usage de ces derniers sur la QVCT des professionnels

<https://travail-numerique-sante.notion.site/Espace-ressources-Travail-et-num-rique-en-sant-82ca392882244b989dd8c06d48b609e4>



Établissements médico-sociaux : de nouvelles obligations en matière de "plan bleu"

Média social (Le), 05/03/2024

À compter de 2025, l'obligation d'élaborer un « plan bleu » s'imposera, en plus des Ehpad, à d'autres établissements médico-sociaux, notamment du champ handicap. Le contenu de ce document est par ailleurs étoffé.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048851655>

Fixation du projet d'établissement ou de service des ESMS

Lagazettedescommunes.com, 04/03/2024, n° 29

<https://www.lagazettedescommunes.com/916288>

Un décret du 29 février 2024 est pris pour l'application de l'article 22 de la loi du 7 février 2022. Cet article dispose désormais que le projet d'établissement ou de service de chaque établissement ou service social ou médico-social, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement, doit aussi préciser la politique de prévention et de lutte contre la maltraitance mise en œuvre par l'établissement ou le service, notamment en matière de gestion du personnel, de formation et de contrôle.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049224083>

INSERTION

IAE : une nouvelle feuille de route prévue pour septembre 2024

Média social (Le), 11/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/iae-une-nouvelle-feuille-de-route-prevue-pour-septembre-2024_XMxA97

Une concertation a été lancée pour élaborer une nouvelle feuille de route pour l'insertion par l'activité économique (IAE), sous l'égide de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), en lien avec l'ensemble des acteurs, dans la prolongation du Pacte d'ambition pour l'IAE et dans le contexte de la mise en place de France Travail.

RSA sous condition : l'expérimentation est élargie à de nouveaux départements

Média social (Le), 04/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/rsa-sous-condition-l-experimentation-est-elargie-a-de-nouveaux-departements_ODLH9I

Aux 18 départements initiaux, qui ont initié en 2023 cette expérimentation sur des territoires bien délimités, viennent s'ajouter 29 départements volontaires, si bien que 47 départements (soit environ un sur deux), vont tester un dispositif qui pourrait être étendu à toute la France dès 2025.

Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi, la ville de Dreux lance un dispositif de prêt de voitures

Francetvinfo.fr, 13/03/2024

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/eure-et->

La ville de Dreux se mobilise pour les jeunes actifs sans voiture ou permis. Pour favoriser leur insertion professionnelle, la Ville a lancé un dispositif de prêt de véhicules. Une manière de repenser la mobilité dans des territoires parfois enclavés.

Des formations en Ehpad pour remettre le pied à l'étrier

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/916741/des-formationen-en-ehpad-pour-remettre-le-pied-a-letrier/?abo=1>

Les chantiers d'insertion du groupement gérontologique du cœur d'Hérault ont pour objet le retour à l'emploi des allocataires du RSA mais aussi des jeunes de moins de 26 ans en difficulté, et des demandeurs d'emploi de longue durée.



Réforme du RSA - Retours d'expérience

Direction(s), 03/2024, n° 228, p. 4-5

La nouvelle version du RSA, dont le versement est conditionné à la réalisation d'heures d'activité, sera généralisée l'an prochain, a confirmé le Premier ministre fin janvier. Si les premiers résultats des expérimentations menées depuis 2023 semblent encourageants, leur éventuelle réplique à l'échelle nationale pose question.

JEUNES

Le contrat d'engagement jeune en quête de souplesse

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705

<https://www.lagazettedescommunes.com/915726/le-contrat-dengagement-jeune-en-quete-de-souplesse/>

Des effectifs nombreux, une insertion dans l'emploi pas assez pérenne, tel est le bilan des deux ans du CEJ.

<https://www.jeunes.gouv.fr/sites/default/files/2024-02/coj---2e-rapport-sur-le-cej---adopt-20240206-pdf-3534.pdf>

Lutte climatique : les voix d'une jeunesse inquiète / VEYSSIE Emilie

Grands dossiers des sciences humaines (Les), 03/2024, n° 74, p. 50-51

https://www.scienceshumaines.com/lutte-climatique-les-voix-d-une-jeunesse-inquiete_fr_46922.html

Greta Thunberg fait partie de ces figures militantes qui poussent les jeunes à se mobiliser. Mais le récit n'explique pas tout dans cet éveil des consciences qui touche surtout une jeunesse politisée.

Le point accueil jeunes : un espace intermédiaire indispensable à l'adolescence / PITEL

Noémie, HAFHOUF LACOTE Hindi, Psychologues et Psychologies, 03/2024, n° 289, p. 8-13

<https://www.cairn.info/revue-psychologues-et-psychologies-2024-1-page-8.htm>

- Au sein du PAJ, soutenir le processus de subjectivation à l'adolescence
- Le PAJ : un espace d'entre deux, accueillant
- Le PAJ un dispositif servant de rituel de passage à l'adolescence
- Conclusion

L'insertion sociale des jeunes en difficulté à l'heure de la loi sur le plein-emploi / FIALAIRE

Jacques

Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 11/03/2024, n° 10-11, p. 17-23

Depuis 1981, s'est installée, aux frontières entre les actions de lutte contre le chômage, de formation professionnelle et de lutte contre les exclusions, une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté. Elle est visée par la constitution d'un "guichet unique de l'emploi", objet principal de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein-emploi. Si la mission de service public remplie par les Missions locales n'est pas remise en cause, cette réforme accentue le processus d'"agencification" de ces structures associatives. Un enjeu essentiel passe par la mise en place des référentiels métiers, des procédures et des indicateurs communs au suivi de l'insertion professionnelle. Il pourrait en résulter un découplage des objectifs d'insertion sociale et d'insertion professionnelle. Les Missions locales pourraient à terme être recentrées sur une fonction d'accompagnement social sans financement garanti.



LOGEMENT

Pourquoi la crise du logement s'installe en Europe

Monde (Le), 06/03/2024, p. 12-13

Les classes moyennes peinent de plus en plus à se loger dans le centre des grandes villes. Les excès du tourisme et le manque de constructions accentuent la pénurie de biens, alors que les prix restent élevés.

- Près de Lisbonne, le camping sauvage des travailleurs précaires

Logement d'abord - De la parole aux actes ?

Direction(s), 03/2024, n° 228, p. 22-29

Outil mis au service de la politique du Logement d'abord, le service public de la rue au logement a été lancé en 2021 pour concourir à la réduction significative du nombre de personnes sans abri. Une ambition entravée par l'explosion des besoins et la saturation des dispositifs auxquelles les acteurs du champ Accueil, Hébergement, Insertion tentent de faire face.

- « Toute une administration dédiée », explications de Jérôme d'Harcourt, adjoint à la Dihal
- « Des questions à la fois conjoncturelles et durables », Jeanne Dietrich conseillère technique Hébergement-Logement à l'Union nationale Uniopss
- Une mise en œuvre réellement accélérée ? Expérience du Grand Lyon
- La formation, un enjeu de taille

PAUVRETE



Plaidoyer Santé des femmes en situation de précarité

Fédération des acteurs de la solidarité, 12/03/2024, 28 p.

<https://www.federationsolidarite.org/actualites/plaidoyer-sante-des-femmes-en-situation-de-precarite/>

A l'occasion de la « Journée Internationale des droits des femmes », la Fédération des Acteurs et Actrices de la Solidarité a présenté son plaidoyer « Santé des femmes en situation de précarité », à destination des pouvoirs publics. Ce document de préconisations émane d'un travail partenarial issu du Groupe National Droits des Femmes, et complété par le Groupe d'Appui National Santé.

Les difficultés liées à la précarité et à la sexualité se conjuguent et aggravent la santé des femmes en situation de précarité, notamment des femmes migrantes, en situation de handicap, avec des inégalités territoriales des femmes vivant en quartier Politique de la Ville et/ou en milieu rural.

Des constats nourris par les réalités vécues par nos adhérents et par une revue de la littérature, le plaidoyer a été élaboré avec une vision globale de la santé en prenant compte des déterminants de la santé ainsi que les inégalités sociales et territoriales de la santé. L'enjeu défendu est d'intervenir directement pour et avec les femmes précaires concernées pour lutter contre la stigmatisation, les discriminations et les violences liées au genre et au sexe dans l'accès à la prévention et aux soins, tout en agissant sur les représentations, sur les pratiques professionnelles et les politiques publiques.

Les femmes, angle mort des politiques rurales / BORDENET Camille

Monde (Le), 09/03/2024, n° 24629, p. 10

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/03/08/les-femmes-qui-tiennent-la-campagne-angle-mort-des-politiques-publiques-rurales_6220874_3224.html

Alors qu'elles cumulent les freins sociaux et économiques, les femmes tiennent en même temps tous les services essentiels en milieu rural : de l'enfance en passant par les collectivités.



Guadeloupe : une collectivité annule les factures d'eau impayées depuis des années

Lemonde.fr, 07/03/2024

https://www.lemonde.fr/outr-mer/article/2024/03/07/guadeloupe-une-collectivite-annule-des-factures-d-eau-impayees-depuis-des-annees_6220529_1840826.html

« Depuis 2020, ce seront 29,75 millions d'euros de factures qui auront été annulées pour les usagers » pour des « raisons multifactorielles », a précisé, mercredi, le président de la communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre.

Surveiller et punir les pauvres [Dossier]

Alternatives économiques, 03/2024, n° 444, p. 30-42

Sale temps pour les pauvres. Victimes collatérales de la mobilisation générale pour le plein-emploi, ils sont dans le collimateur du gouvernement. Et tous ceux qui sortent du rang sont sévèrement réprimandés. Leur faute ? Ne pas accepter le premier emploi mal payé et éreintant qui se présente, ne pas réussir à faire garder ses enfants ou ne pas avoir assez d'argent pour faire le plein.

Au sommaire :

- L'inflation, une bombe sociale à retardement
- Haro sur les pauvres
- Combien ça coûterait vraiment de lutter contre la pauvreté ?
- « On est dans une logique de sélection des pauvres méritants ». Entretien avec Guillaume Allègre, économiste

<https://www.alternatives-economiques.fr/surveiller-punir-pauvres/00109892>

L'écologie, un truc de bourgeois ?

Socialter, 02/2024, n° 62, p. 16-49

Pas écolos, les prolos ? Exclus de la consommation "verte", pris pour cibles par des politiques environnementales antisociales, les milieux populaires se tiennent à distance d'une écologie perçue, souvent à raison, comme bourgeoise. D'autant que la pensée écolo a parfois été tentée d'évacuer un peu vite les questions de classe. Une écologie populaire est-elle malgré tout possible ? L'histoire des deux derniers siècles est en tout cas jalonnée de luttes paysannes et ouvrières, souvent méconnues, pour la justice environnementale. Aujourd'hui, de nouvelles mobilisations écologistes émergent à bas bruit dans les banlieues et - de la Sécurité sociale alimentaire à la garantie d'emploi - les propositions foisonnent pour fédérer autour d'une écologie de rupture. À condition, peut-être, de "repenser des stratégies écologistes depuis les lieux de travail", comme y invitent de concert le philosophe Paul Guilibert et le syndicaliste Adrien Cornet.

<https://www.socialter.fr/produit/numero-62>

Non-recours

Des binômes travailleurs sociaux / bénévoles à la rencontre des habitants

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 18/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/918675/des-binomes-travailleurs-sociaux-benevoles-a-la-rencontre-des-habitants-pour-louverture-des-droits/?>

Dans le cadre de la démarche Territoires zéro non recours, le département de la Meurthe-et-Moselle expérimente un travail de terrain au sein de cinq communes. Des binômes composés de travailleurs sociaux et d'habitants bénévoles interviennent notamment sur les marchés, pour repérer et aller vers les personnes pouvant bénéficier des droits sociaux mais n'y faisant pas appel.



Précarité alimentaire

Comment faire de la ville un territoire nourricier ? / DAVID Franck, ROBERT Morgane

Metropolitiques.eu, 14/03/2024

<https://metropolitiques.eu/Comment-faire-de-la-ville-un-territoire-nourricier.html>

Des jardins collectifs aux trames nourricières, les projets alimentaires et paysagers se multiplient. Forts de l'expérience de la SCOP SaluTerre, Franck David et Morgane Robert montrent que ces projets permettent de lutter contre la précarité alimentaire dès lors qu'ils sont co-construits avec les habitants.

Régie maraîchère, épicerie solidaire mobile... Un CIAS organise l'accès à une nourriture de qualité

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 18/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/918498/regie-maraichere-epicerie-mobile-jardins-partages-un-cias-organise-lacces-a-une-nourriture-de-qualite/>

Le CIAS de l'Île Rousse Balagne (Haute-Corse) déploie depuis 2018 un projet alimentaire territorial (PAT) autour de la « justice alimentaire ». Il mène dans ce cadre de nombreuses actions : épicerie sociale, régie alimentaire, cuisine centrale, etc.

Précarité énergétique

Précarité énergétique : un cofinancement de l'État pour le programme Slime

Média social (Le), 05/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/precarite-energetique-un-cofinancement-de-l-etat-pour-le-programme-slime_9fLVWq

Depuis 2013, le Cler - réseau pour la transition énergétique a développé un outil baptisé Slime qui permet de repérer et d'accompagner les ménages en difficulté. Le programme devrait prendre de l'ampleur car le Pacte des solidarités, entré en vigueur le 1er janvier 2024, prévoit désormais un cofinancement de l'État à hauteur de 50 %.

Face à la précarité, les CCAS s'allient aux fournisseurs d'énergie

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/915732/face-a-la-precarite-les-ccas-sallient-aux-fournisseurs-denergie/>

Grâce aux partenariats entre les correspondants « solidarité » de fournisseurs d'énergie et les CCAS, les échanges de données sur les ménages concernés sont cadrés.

Face à l'augmentation des factures d'électricité impayées, les professionnels font davantage de prévention et d'évaluation des besoins des utilisateurs.

Ateliers de sensibilisation, aides financières, échelonnement des dettes à rembourser : les CCAS ont appris à diversifier le panel des solutions proposées.

Précarité hygiénique



Lutte contre la précarité menstruelle, 2023, 218 p.

<https://impact-tank.org/wp-content/uploads/2023/11/Rapport-Precarite-menstruelle-version-web.pdf>

L'IMPACT TANK a produit un rapport de recommandations concrètes présentant les facteurs clés de succès, les résultats et les leviers de mise à l'échelle de solutions prometteuses pour lutter contre la précarité menstruelle



Surendettement

Surendettement : baisse du nombre de recours en 2022

Média social (Le), 05/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/baisse-des-saisine_UszGrI

Baisse de salaire, perte d'un emploi et ruptures familiales sont autant de risques d'entraîner un ménage dans une situation de surendettement.

<https://www.justice.gouv.fr/documentation/etudes-et-statistiques/references-statistiques-justice-2023>

PERSONNES AGEES

Proposition de loi "Bien vieillir" : un accord a été trouvé entre sénateurs et députés

Média social (Le), 13/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/proposition-de-loi-bien-veillir-un-accord-a-ete-trouve-entre-senateurs-et-deputes_OfBUNe

Le 12 mars, un accord a été trouvé en commission mixte paritaire sur la proposition de loi « Bien vieillir », ce alors que les deux chambres parlementaires avaient voté des textes passablement différents.

Virginie Magnant, directrice de la CNSA : "Nous construisons un édifice de plus en plus solide pour faire face au vieillissement"

Banquedesterritoires.fr, 14/03/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/virginie-magnant-directrice-de-la-cnsa-nous-construisons-un-edifice-de-plus-en-plus-solide-pour>

Quatre ans après la naissance de la branche Autonomie, et à mi-parcours de la convention d'objectifs et de gestion 2022-2026, Virginie Magnant, directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), revient pour Localtis sur les grands chantiers en cours et à venir : réforme des concours financiers aux départements, préfiguration du service public départemental de l'autonomie (SPDA), expérimentation de la réforme du financement des Ehpad, développement de l'offre de services pour les personnes âgées et handicapées. A ceux qui émettent des inquiétudes sur la capacité de la France à faire face à la transition démographique, Virginie Magnant répond que tout est mis en œuvre pour être prêt en 2030, "premier cap à franchir".

Plateformes des métiers de l'autonomie : les premiers enseignements de l'expérimentation

Média social (Le), 11/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/plateformes-des-metiers-de-lautonomie-les-premiers-enseignements-de-l-experimentation_M0IXyq

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) partage les premiers enseignements des neuf plateformes de l'autonomie qui ont été évaluées tout au long de l'année 2023. Celles-ci ont pour objectif d'apporter des solutions aux structures de l'aide à domicile et aux établissements médico-sociaux qui peinent à recruter et à fidéliser leurs professionnels.

https://www.cnsa.fr/documentation/cnsa_evaluation_plateformes_metiers_autonomie_autonomie_phase_1_vf.pdf

Des services civiques « Grand âge » à Loire-Authion

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 36

Le centre communal d'action sociale de la ville (Maine-et-Loire, 16 858 hab.) accueille des jeunes en service civique solidarité seniors pour éviter l'isolement des aînés.





Le Service public départemental de l'autonomie

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, 29/02/2024, 1mn59

<https://youtu.be/2CEV-BPNBVw?si=MBTAlQbdtzRHA0IR>

Les aides pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap se sont beaucoup enrichies ces dernières années.

Mais cette richesse est source de complexité et donne encore trop souvent l'impression d'un parcours du combattant pour accéder à l'information, aux prestations et aux droits.

Le cloisonnement des professionnels du sanitaire, du social et du médico-social est également un frein dans la fluidité de parcours.

Le service public départemental de l'autonomie (SPDA) vient simplifier et améliorer le parcours de vie des personnes, grâce à une responsabilité partagée par l'ensemble des acteurs.



Prise en compte des besoins des personnes âgées vulnérables : grille AGGIR, outils d'évaluation et adéquation de l'APA

Prise en compte des besoins des personnes âgées vulnérables : grille AGGIR, outils d'évaluation et adéquation de l'APA - Travaux du Conseil de l'âge sur les conditions du bien vivre et bien vieillir à domicile

Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 02/2024, 140 p.

https://www.hcfea.fr/IMG/pdf/eclair_age_i_prise_en_compte_des_besoins_-_outils_d_evaluation_-_aggir_-_apa_i_fevrier_2024.pdf

En 2023, la formation « Âge » du Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge (HCFEA) a focalisé ses travaux sur les conditions à réunir pour permettre aux personnes âgées vulnérables de bien vieillir à domicile.

Quels liens maintenir avec la personne âgée dépendante ? / DELAGE Michel, MARTEL Laurence Santé mentale, 02/2024, n° 285, p. 60-65

<https://www.santementale.fr/revue/numero-285-fevrier-2024/>

Chez l'âgé, lorsque les performances s'amenuisent et que des troubles cognitifs ou une maladie neurodégénérative s'installent, le besoin de rester lié s'intensifie. Comment comprendre et répondre à ses demandes d'interactions tardives ?

EHPAD : contre vents et marées [Dossier]

Journal des acteurs sociaux, 01/2024, n° 283-284, p. 23-31

Au sommaire :

- L'urgence d'agir
- Quelques chiffres
- Une stimulante adaptation du secteur non lucratif
- Le secteur lucratif cherche une nouvelle voie
- Vers un modèle alternatif : le village landais

Accueil de l'animal de compagnie des résidents



Nos animaux de compagnie pourraient nous accompagner en EHPAD 2/2, 17/03/2024, 3 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/les-bonnes-ondes/les-bonnes-ondes-du-dimanche-17-mars-2024-1807404>

Retour chez nos voisins suisses pour visiter cette maison de retraite particulière. A l'heure où la France réfléchit à rendre obligatoire l'accueil des animaux de compagnie en Ehpads, Le Martagon fait figure d'exemple. Rencontre avec Emmanuelle Pfrimmer, une spécialiste en médiation animale.





Nos animaux de compagnie pourraient nous accompagner en EHPAD 1/2, 16/03/2024, 3 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/les-bonnes-ondes/les-bonnes-ondes-du-samedi-16-mars-2024-7329843>

Nos animaux de compagnie avec nous en maison de retraite ? Le gouvernement français réfléchit à rendre leur accès obligatoire en Ehpad. Un établissement suisse les accueille depuis plus de 20 ans et attire beaucoup de Français : le Martagon-Tertianum. Patricia a choisi de s'y installer

« Mieux vieillir » en Ehpad avec son animal de compagnie : « Sans moi, il se laisserait mourir. Et je pense que moi aussi »

Lemonde.fr, 12/03/2024

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/03/12/mieux-vieillir-en-ehpad-avec-son-animal-de-compagnie-sans-moi-il-se-laisserait-mourir-et-je-pense-que-moi-aussi_6221583_3224.html

Une disposition, débattue le 12 mars dans le cadre de la proposition de loi sur le « bien vieillir », pourrait généraliser le droit des résidents à détenir un animal domestique. Si les bénéfices sur la santé sont nombreux, se pose aussi la question du bien-être de l'animal et du personnel soignant.

Droit des résidents d'Ehpad d'accueillir leur animal : sous quelles conditions ?

Média social (Le), 05/03/2024

Le gouvernement est favorable à l'accueil des animaux de compagnie des résidents en Ehpad. Une mesure qui figure dans la proposition de loi "bien vieillir". Toutefois, la version adoptée au Sénat n'en fait pas un droit opposable, contrairement à ce que prévoyait l'amendement initial du député LR Philippe Juvin. Explications.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/mesures_societe_bien_vieillir?etape=16-AN1-DEPOT

<https://www.senat.fr/leg/tas23-062.html>

Aide aux aidants

À la Maison Odense, des aidants respirent

Direction(s), 03/2024, n° 228, p. 10-13

<https://www.directions.fr/Trophee/reportages/2024/3/-la-Maison-Odense-des-aidants-respirent-2059872W/>

Hautmont (Hauts-de-France). L'association Afeji a ouvert la Maison Odense dans le cadre d'un projet européen. Inspiré d'un dispositif néerlandais, ce lieu propose aux aidants une bulle pour prendre soin d'eux et mettre à distance leur rôle, le temps d'une activité ou d'un moment partagé. Un dispositif récompensé par un prix dans le cadre du Trophée Direction[s] 2023.

Ehpad

Établissements médico-sociaux : de nouvelles obligations en matière de "plan bleu"

Média social (Le), 05/03/2024

À compter de 2025, l'obligation d'élaborer un « plan bleu » s'imposera, en plus des Ehpad, à d'autres établissements médico-sociaux, notamment du champ handicap. Le contenu de ce document est par ailleurs étoffé.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048851655>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049232339>



Des formations en Ehpad pour remettre le pied à l'étrier

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/916741/des-formations-en-ehpad-pour-remettre-le-pied-a-letrier?abo=1>

Les chantiers d'insertion du groupement gérontologique du cœur d'Hérault ont pour objet le retour à l'emploi des allocataires du RSA mais aussi des jeunes de moins de 26 ans en difficulté, et des demandeurs d'emploi de longue durée.

L'acte d'aide à mourir sera possible dans les services hospitaliers comme dans les Ehpad

Hospimedia, 11/03/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20240311-politique-de-sante-l-acte-d-aide-a>

Sous réserve que les équipes soignantes ne fassent pas appel à leur clause de conscience, la procédure d'aide à mourir, dessinée par le président de la République, pourra se dérouler dans les établissements médico-sociaux ou de santé. Le modèle français proposé prévoit un accès défini par cinq critères cumulatifs.

Ehpad : 650 000 euros pour financer la formation aux référentiels Aggir et Pathos

Média social (Le), 01/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/ehpad-650-000-pour-financer-la-formation-aux-referentiels-aggir-et-pathos_BlpXXf

Une enveloppe de 650 000 € est répartie entre les agences régionales de santé (ARS), par une instruction publiée le 29 février 2024, pour financer la formation des médecins coordonnateurs des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) à l'utilisation des référentiels Aggir et Pathos. Ces derniers permettent d'évaluer la perte d'autonomie des personnes hébergées ainsi que leurs besoins en soins.

Vieillesse et spiritualité en Ehpad Penser la singularité du sujet âgé / MERCHEZ Léa

Journal des psychologues (Le), 2024, n° 409, p. 75-89

<https://www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2024-2-page-75.htm>

Si la spiritualité et la religion relèvent du domaine du privé et de l'intime, qu'en est-il pour la personne âgée dépendante vivant en institution ? Comment ce besoin est-il pris en considération par les soignants ? Face aux dysfonctionnements qui peuvent conduire à une sorte de négation du sujet en institution, l'auteure rappelle l'importance de la notion de libre choix et insiste sur le rôle du psychologue auprès de chacun des protagonistes pour créer des espaces de parole et penser la singularité du sujet âgé.

Logement

"Un risque de basculement de l'habitat inclusif vers le médico-social"

Média social (Le), 28/02/2024

Une étude du réseau Hapa montre la diversité des politiques départementales en matière d'habitat inclusif et pointe les "résistances qui subsistent". Face à la prépondérance des ESMS, elle invoque un "risque de basculement vers le médico-social".

<https://www.reseau-hapa.eu/etude-avp-2023-bilan-et-perspectives/>



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



Le Service public départemental de l'autonomie

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, 29/02/2024, 1mn59

<https://youtu.be/2CEV-BPNBVw?si=MBTAlQbdtzRHA0IR>

Les aides pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap se sont beaucoup enrichies ces dernières années.

Mais cette richesse est source de complexité et donne encore trop souvent l'impression d'un parcours du combattant pour accéder à l'information, aux prestations et aux droits.

Le cloisonnement des professionnels du sanitaire, du social et du médico-social est également un frein dans la fluidité de parcours.

Le service public départemental de l'autonomie (SPDA) vient simplifier et améliorer le parcours de vie des personnes, grâce à une responsabilité partagée par l'ensemble des acteurs.

Les pôles ressources enfance et handicap vont être généralisés

Hospimedia, 13/03/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20240313-insertion-les-poles-ressources-enfance-et-handicap-vont>

Destinés à conseiller les structures de droit commun dans l'accueil des enfants en situation de handicap, les pôles ressources handicap vont être déployés sur l'ensemble du territoire. La branche famille finance également d'autres actions inclusives. Par instruction, la Caisse nationale d'allocations familiales détaille le fonctionnement du fonds publics et territoires pour les années 2024 à 2027 en application de la nouvelle convention d'objectifs et de gestion. Le premier axe de ce fonds porte sur l'accueil des enfants et adolescents en situation de handicap dans les structures et services de droit commun.

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre/

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre/C

Le transport scolaire des élèves handicapés ne relève pas du contentieux de l'aide ou de l'action sociale / LE COQ Mathieu

Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 11/03/2024, n° 10-11, p. 14-16

Les litiges relatifs à la prise en charge, par le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), devenu Île-de-France Mobilités (IDFM), des frais de déplacement en véhicule individuel des élèves handicapés qui ne peuvent utiliser les transports en commun compte tenu de la gravité de leur handicap ne relèvent pas des litiges relatifs aux prestations, allocations ou droits attribués au titre de l'aide ou de l'action sociale au sens de l'article R. 811-1 du Code de justice administrative (CJA). Les jugements par lesquels les tribunaux administratifs (TA) statuent sur de tels litiges sont par conséquent susceptibles d'appel et non de pourvoi en cassation.

CE, 29 déc. 2023, n° 473744

"Un risque de basculement de l'habitat inclusif vers le médico-social"

Média social (Le), 28/02/2024

Une étude du réseau Hapa montre la diversité des politiques départementales en matière d'habitat inclusif et pointe les "résistances qui subsistent". Face à la prépondérance des ESMS, elle invoque un "risque de basculement vers le médico-social".

<https://www.reseau-hapa.eu/etude-avp-2023-bilan-et-perspectives/>

Établissements médico-sociaux : de nouvelles obligations en matière de "plan bleu"

Média social (Le), 05/03/2024

À compter de 2025, l'obligation d'élaborer un « plan bleu » s'imposera, en plus des Ehpad, à d'autres établissements médico-sociaux, notamment du champ handicap. Le contenu de ce document est par ailleurs étoffé.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048851655>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049232339>



POLITIQUE DE LA VILLE



Mettre en place un observatoire permanent pour votre contrat de ville 2024-2030

Compas, 04/2024, n° 29, 10 p

https://drive.google.com/file/d/1hHFD-N12qzv04zysil9aMZ4-n_-ptaFv/edit

Le champ de l'observation reste à défricher dans le cadre du suivi des politiques publiques. Pour les professionnels en charge de la mise en œuvre de ces politiques, l'observation est souvent considérée comme liée à la seule information statistique et aux seuls indicateurs chiffrés. Il est important de s'interroger sur ces représentations et de repositionner la place de l'observation dans le cadre du suivi des dispositifs, de l'analyse des dynamiques territoriales et dans l'évaluation des politiques publiques. En particulier dans le cadre de la politique de la ville. En effet les besoins de connaissance liés à l'usage du droit commun dans les quartiers prioritaires nécessitent encore plus aujourd'hui qu'hier le développement de l'observation territoriale.

Un pilotage transversal pour la politique de la ville

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/915573/un-pilotage-transversal-pour-la-politique-de-la-ville/?>

La ville de Vitry-le-François dans la Marne teste la gouvernance unique de cinq dispositifs – santé, éducation . . . – liés à la politique de la ville.

POLITIQUES SOCIALES

Du rôle des expérimentations dans les politiques sociales / MALLOL Francis

Revue de droit sanitaire et social, 01/2024, n° 1, p. 65-76

La société française est confrontée à une crise grave qui interpelle les autorités nationales et locales, les acteurs associatifs et , in fine, tous les citoyens. La recherche de réponses adaptées aux défis à relever peut s'inspirer d'expérimentations collectives ingénieuses, reposant sur un socle juridique désormais stabilisé et des modalités de mise en oeuvre qui ont fait leur preuve. Le domaine sanitaire et social est riche d'initiatives variées, parmi lesquelles le dispositif "Un Chez soi d'abord" qui s'appuie sur une approche pluridisciplinaire. La démarche entreprise bouscule les codes mais favorise une dynamique intersectionnelle efficace.

PREVENTION DE LA RADICALISATION

Les femmes sont-elles des djihadistes comme les autres ? / HECKER Marc, KOLLER Sofia

Esprit, 03/2024, n° 507, p. 133-147

<https://www.cairn.info/revue-esprit.htm>

Les femmes sont désormais traitées par les pouvoirs publics comme des djihadistes comme les autres, en vertu d'une conception extensive de l'association de malfaiteurs terroristes. Séparées de leurs enfants, placées dans des quartiers d'évaluation et/ou inscrites à des programmes de réinsertion, elles doivent aussi être déradicalisées.

Daech redéploie sa toile / MOREL Jean-Michel

Monde diplomatique (Le), 03/2024, n° 840, p. 10

D'attentats sporadiques en attaques sanglantes, l'Organisation de l'État islamique (OEI) prouve qu'elle existe encore malgré sa défaite de 2019 face à une coalition internationale. Profitant de situations économiques catastrophiques, de crises politiques ou de conflits locaux déjà existants, cette hydre multiforme contribue à faire du djihadisme une force majeure en plusieurs points du globe.



PROTECTION DE L'ENFANCE



Données sur les prises en charge en protection de l'enfance au 31 décembre 2022 - Variations départementales et évolutions, 02/2024, 32 p.
https://onpe.gouv.fr/system/files/base_documentaire/note_donnees_pe_2022_-_variations_departementales.pdf

Cette note statistique retrace les évolutions de ces prises en charge sur 11 ans et met notamment en évidence que le nombre de mineurs suivis (toutes mesures et prestations confondues) est de nouveau à la hausse en 2021-2022 (+1,4% par rapport à 2020), tandis que le nombre de jeunes majeurs a connu une légère diminution en 2022 (-3 % par rapport à 2021). Depuis 2011, la tendance est à l'augmentation tant pour les mineurs (+13% depuis 2011) que pour les jeunes majeurs (+62% depuis 2011).

La note expose plus en détails les variations entre départements. Elle revient également sur la répartition par âge et par lieux de prise en charge des mineurs confiés, ainsi que sur les données relatives aux mineurs non accompagnés. L'introduction d'un nouvel indicateur permettra de suivre l'évolution du taux de poursuite des mesures et prestations à la majorité des jeunes suivis en protection de l'enfance.

Sarah El Haïry dévoile sa feuille de route pour une protection de l'enfance en "crise"

Média social (Le), 08/03/2024

La nouvelle ministre déléguée à l'Enfance, à la Jeunesse et aux Familles, Sarah El Haïry, a été invitée à présenter ses chantiers au Sénat. Elle annonce le maintien du pécule pour les jeunes majeurs, un chantier sur les assistants familiaux, un nouveau décret sur les hôtels et... de la "continuité".

https://videos.senat.fr/video.4445919_65e868280e956.enfance-et-familles--audition-de-sarah-el-hairy?timecode=3686000



Séminaire de recherche : Logement, familles et protection de l'enfance **Approche ethnographique des conditions de logement des familles pauvres en protection de l'enfance**

Observatoire national de la protection de l'enfance, 08/03/2024, 23.26 mn

https://www.youtube.com/watch?v=2GqL_NEGABg

Première séance du séminaire de recherche de l'ONPE intitulé logement familles et protection de l'enfance. Intervention de Vanessa Stettinger, maîtresse de conférences en sociologie, université de Lille/CeRIES, actuellement en délégation auprès du CNRS/CLERSE.



Séminaire de recherche : Logement, familles et protection de l'enfance **Séance 1 : Logement et protection de l'enfance, quels liens, quels enjeux ?**

Précarité résidentielle et protection de l'enfance : un phénomène difficilement quantifiable

Observatoire national de la protection de l'enfance, 08/03/2024, 24.42 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=owXBhrfkH8c>

Première séance du séminaire de recherche de l'ONPE intitulé logement familles et protection de l'enfance. Intervention de Mme Isabelle Frechon, chargée de recherche CNRS, socio-démographie, Laboratoire professions, institutions, temporalités (PRINTEMPS).



Séminaire de recherche : Logement, familles et protection de l'enfance **Les fondements d'un droit au logement de l'enfant**

Observatoire national de la protection de l'enfance, 10/11/2023, 29.08 mn

https://www.youtube.com/watch?v=4p12_fjoaeE

Première séance du séminaire de recherche de l'ONPE intitulé logement familles et protection de l'enfance. Intervention de Mme Adeline Gouttenoire, professeure en droit privé et sciences criminelles, université Montesquieu (Bordeaux), directrice adjointe du Cerfaps.



Quels relais pour les paroles libérées ? Le Temps du débat, 06/03/2024, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/quels-relais-pour-les-paroles-liberees-4080950>

Suite à ses récentes révélations, l'actrice Judith Godrèche a recueilli des milliers de témoignages de violences sexistes et sexuelles. Quelle responsabilité implique l'écoute de ces paroles ? Comment les transformer pour en faire un projet politique ?

Avec

-Judith Godrèche Actrice, scénariste, réalisatrice et écrivaine française

-Édouard Durand Magistrat, ancien co-président de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise)



Soutenir la réponse aux besoins spécifiques des jeunes enfants protégés - Synthèses de l'ONPE, Onpe Synthèses, 02/2024, n° 16, 4 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/onpe_syntheses_16.pdf

Ce numéro porte sur la nécessité d'apporter une attention renforcée aux besoins fondamentaux des jeunes enfants protégés. Dans un contexte d'augmentation de cette population, il propose des données statistiques et des connaissances scientifiques pour bâtir des politiques publiques et des pratiques adaptées

Négligences intrafamiliales - Repérer et protéger les enfants

Vie sociale, 2023, n° 44, p. 7-147

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2023-4.htm>

Le présent numéro est le fruit d'un partenariat inédit entre la revue Vie Sociale et l'Observatoire national de protection de l'enfance (ONPE) visant à faire connaître l'état des connaissances scientifiques et expérientielles aujourd'hui disponibles sur les négligences faites aux enfants dans un cadre intrafamilial. En France, les négligences restent encore peu instruites. Or, les conséquences graves, durables et parfois irréversibles qu'elles engendrent sur le développement de l'enfant, imposent d'améliorer leur (re)connaissance en tant que forme de maltraitance afin de mieux protéger les enfants qui en sont victimes et d'accompagner leurs familles.

Les différents auteurs apportent des regards pluridisciplinaires (droit, pédopsychiatrie, sociologie, psychologie, pédiatrie, etc.) et s'appuient sur des approches plurielles et complémentaires (écosystémiques, développementales, théorie de l'attachement, perspective psychanalytique) pour saisir la complexité de la définition des négligences, leurs conséquences sur le développement de l'enfant, les difficultés de leur repérage et de leur prise en charge

Par la richesse des connaissances théoriques et pratiques qu'elle apporte, cette publication ouvre de nombreuses réflexions pour alimenter la recherche, les pratiques professionnelles comme les politiques publiques.

Droits de l'enfant

Les droits de l'enfant à l'épreuve de normativités plurielles / CAPELIER Flore, 2023, Droit et Société, n° 114-115, 2023, p. 439-460

<https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2023-2-page-439.htm>

Croiser les disciplines et les regards sur l'enfant permet de déconstruire une vision universaliste du droit pour s'intéresser à la singularité psychique, culturelle et sociale de chaque enfant. Quelles sont les normes qui s'appliquent aujourd'hui aux enfants et comment ont-elles évolué sur un plan historique, juridique, institutionnel, mais aussi, au quotidien, dans les liens qui unissent l'enfant aux adultes qui l'entourent ? La présente contribution propose une mise en perspective des droits de l'enfant face à des normativités plurielles et cherche à mieux comprendre l'écart qui existe, entre le droit en vigueur et les actions menées au quotidien auprès des enfants et des familles.



Inceste

 YouTube ^{FR} **Inceste : une prise de conscience nécessaire**, 05/03/2024, 85 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=oTu7-p1Z5d4&t=39s>

Conférence animée par Lionel Bauchot, psychologue clinicien, criminologue, expert auprès des tribunaux. Conférence de la PULP du 10 février 2024 - Cinéma de Tence (43)

Mineurs non accompagnés

Mineurs non accompagnés :

« Passons à une vraie présomption de minorité »

Direction(s), 03/2024, n° 228, p. 18-20

Autrice d'une thèse sur la protection des mineurs non accompagnés, la chercheuse Léa Jardin pointe le paradoxe d'un cadre français protecteur « sur le papier » mais d'une réalité parfois « indécente ». Alors que des départements suspendent leur prise en charge, elle revient sur le droit applicable à ce public loin de bénéficier de la protection de l'enfance à laquelle il peut prétendre.

<https://www.c3rd.fr/c/lea-jardin/>

L'accompagnement des jeunes majeurs sous OQTF "à la libre appréciation des départements"

Média social (Le), 04/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/l-accompagnement-des-jeunes-majeurs-sous-oqtf-a-la-libre-appreciation-des-departements_b8XlxO

Pour sa première audition à l'Assemblée nationale en tant que ministre déléguée chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles, Sarah El Haïry a été conviée à un débat plutôt brûlant, le 28 février : les conséquences de la loi immigration « sur les enfants étrangers placés à l'aide sociale à l'enfance » (ASE).

Placement

Le service tiers digne de confiance de l'association Retis, 27/02/2024, 6 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/base_documentaire/dispositif_retis.pdf

L'ONPE a publié le 27 février 2024 une fiche détaillée sur le service tiers digne de confiance de l'association RETIS. Ce service, en activité en Haute-Savoie depuis 2008, est dédié à l'accompagnement et au soutien des tiers, des enfants accueillis et de leurs parents. Il intervient soit par décision du juge des enfants, soit sur mandat de l'aide sociale à l'enfance

Prostitution des mineures

"Comme si j'étais morte", un documentaire sur la prostitution des mineures

Média social (Le), 15/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/comme-si-j-etais-morte-un-documentaire-sur-la-prostitution-des-mineures_gybZPM

« 80 % des mineurs en situation de prostitution seraient des jeunes filles prises en charge par l'aide sociale à l'enfance » : c'est l'un « des chiffres noirs » qui a poussé Benjamin Montel à réaliser un documentaire à ce sujet, « Comme si j'étais morte », disponible depuis le 13 mars sur la plateforme France.tv.

<https://www.france.tv/slash/comme-si-j-etais-morte/>





Protéger les enfants et les adolescents de la prostitution

Observatoire national de la protection de l'enfance, 16/01/2024, 75 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=wRxXTPsIDxU&t=3s>

Présentation par Emilie Cole, chargée d'étude à l'ONPE sur la prostitution des adolescents : repères juridiques, phénomènes observés et états des lieux des ressources. Cette présentation porte sur les repères des différentes formes d'exploitation sexuelle et pratiques de prostitution concernant ces jeunes en France, les parcours et profils de ces adolescents, les acteurs et partenariat mobilisés pour prendre en charge ce public.

Santé

Articuler le soin et la protection de l'enfance en psypérinatalité. L'expérience d'un pédopsychiatre en unité de soins conjoints / DILLESEGER Germain

Cahiers de l'enfance et de l'adolescence (Les), 2023, n° 10, p. 63-75

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-enfance-et-de-l-adolescence-2023-2.htm>

Dans les situations de risque ou de danger pour les enfants des familles qu'ils suivent, les professionnels de psypérinatalité participent au travail de prévention et de protection de l'enfance. Ce travail spécifique nécessite d'être élaboré et articulé avec leur mission centrale de soin. À partir de son expérience de pédopsychiatre en unité de soins conjoints, l'auteur présente une approche de l'accompagnement de ces familles basée sur la recherche d'un rapport de confiance et de transparence avec les parents. Un exemple de dispositif de travail interinstitutionnel prénatal, autour de situations de risque pour l'enfant à naître, est présenté et discuté.

PROTECTION DES MAJEURS

Mandataire judiciaire de la protection des majeurs assistant de service social : une coopération à construire [Dossier]

Revue française de service social, 03/2024, n° 292, p. 9-83

Les assistantes et assistants de service social peuvent-ils, doivent-ils accompagner des personnes sous mesure de protection ? Si cette question se pose régulièrement aujourd'hui, c'est sans doute que plusieurs malentendus existent concernant les rôles des assistantes et assistants de service social et ceux des mandataires judiciaires à la protection des majeurs. Dans ce numéro, nous vous proposons de clarifier la notion même de mesure de protection juridique en donnant la parole à celles et ceux qui la pratiquent. La mise en avant du travail de partenariat entre les différents protagonistes, guidés ensemble par des valeurs telles que l'intérêt supérieur des personnes accompagnées, est une forme de première réponse à explorer pour sortir des évidences. Cependant, s'il n'existe pas de recette toute faite, c'est sur le « sur-mesure » qu'il faut se pencher, afin de promouvoir les valeurs communes de ces deux professions plutôt que leur interchangeabilité. En somme, un plaidoyer en faveur d'une clinique du « cousu main ».

anas.fr/attachment/2566424/

TRAVAIL SOCIAL

Les métiers très féminisés du soin et du lien : pourquoi il est urgent de les reconnaître à leur juste valeur / SILVERA Rachel

THE CONVERSATION

TheConversation.com, 04/03/2024

<https://theconversation.com/les-metiers-tres-feminises-du-soin-et-du-lien-pourquoi-il-est-urgent-de-les-reconnaitre-a-leur-juste-valeur-223670>

La crise sanitaire a mis en lumière l'importance sociale et sociétale des métiers du soin et du contact humain. Pourtant ces métiers, majoritairement exercés par des femmes, demeurent sous-valorisés, les tâches, les responsabilités et les difficultés auxquelles elles font face demeurant invisibilisées.



Comment mieux reconnaître le travail social très féminisé ?

Média social (Le), 15/03/2024

Pourquoi le travail social largement féminisé est-il aussi peu reconnu ? Lors d'une table-ronde proposée par la Fédération des acteurs de la solidarité, une chercheuse a montré combien les "exigences organisationnelles" ne sont pas ou très faiblement reconnues dans le travail social. Il faut davantage comparer des métiers féminisés et masculinisés.

ESMS : l'Anap lance une plateforme en ligne dédiée à "l'attractivité et la fidélisation"

Média social (Le), 08/03/2024

https://www.lemediasocial.fr/esms-l-anap-lance-une-plateforme-en-ligne-dediee-a-l-attractivite-et-la-fidelisation_Q5vldD

« Dans un contexte en tension, les difficultés économiques, les conditions de travail ou la perte de sens du métier participent à l'aggravation des taux de vacance/rotation des postes. Recruter des talents, fidéliser et valoriser les personnels devient un enjeu majeur », explique l'Agence nationale de la performance sanitaire et médico-sociale (Anap).

<https://anap.fr/s/politique-attractivite-et-fidelisation?language=fr>

Des binômes travailleurs sociaux / bénévoles à la rencontre des habitants

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 18/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/918675/des-binomes-travailleurs-sociaux-benevoles-a-la-rencontre-des-habitants-pour-louverture-des-droits/?>

Dans le cadre de la démarche Territoires zéro non recours, le département de la Meurthe-et-Moselle expérimente un travail de terrain au sein de cinq communes. Des binômes composés de travailleurs sociaux et d'habitants bénévoles interviennent notamment sur les marchés, pour repérer et aller vers les personnes pouvant bénéficier des droits sociaux mais n'y faisant pas appel.

Métiers : attirer et fidéliser les professionnels [Dossier]

Territoires du social, 03/2024, n° 546, p. 14-24

- "Des structures en difficulté, des professionnels essoufflé" - Entretien avec Mathieu Klein, Président du Haut Conseil du Travail social, Maire de Nancy, Président du Grand Nancy
 - Les actions des CCAS "Les métiers de demain seront centrés sur l'accompagnement - Entretien avec Alain Lejeune, Président de l'UDCCAS 76, Vice-Président du CCAS de Barentin, Administrateur de l'Unccas
 - A Gannat (Allier), une méthode RH gagnante - Depuis 2018, le CCAS de la petite commune de l'Allier a totalement revu l'organisation de travail de son service d'aide à domicile afin de le rendre plus attractif.
 - "Ne réduisons pas l'attractivité à la problématique de la revalorisation salariale" - Entretien avec Daniel Goldberg, Président de l'Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopps)
 - Observatoire MNT : les métiers territoriaux "à la loupe", les travaux de MNT visent à mieux maîtriser les risques sanitaires et professionnels et à améliorer l'environnement social des agents.
 - Avec le sens du service public, une réflexion transversale - Johan Theuret, l'un des cofondateurs du Think Tank réunissant les trois fonctions publiques, veut donner de la visibilité aux problématiques qui impactent les agents et la qualité de service
- <https://solidarites.gouv.fr/livre-blanc-du-travail-social-2023>

Les coulisses de l'analyse des pratiques professionnelles... ou des supervisions / TOUIL

AHMED Nordine, LOSER Francis, RODARI Sophie, Sociographe (Le), 03/2024, n° 85, p. 9-133

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2024-1.htm>

Analyse de la pratique professionnelle, supervision, autant de termes pour désigner ces moments fugaces dans les institutions où des professionnels se réunissent (volontairement ou pas) autour d'un « animateur ». Dans ce qui s'apparente à une mise en scène du quotidien, le temps se suspend. Toutefois, le secret plane sur ce qui s'y vit et s'y passe. Le temps est venu de passer derrière le rideau pour découvrir ce qui se trame et se questionne dans ces Intermédiaires institutionnels, lieux de paroles plurielles



Le paradoxe du mensonge et de la transparence dans le travail social / AVRIL Ophélie, BONNET Emma, LEQUEUX Barbara, ET AL.

Sociographe (Le), 03/2024, n° 85, p. 155-166

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2024-1-page-155.htm>

Pouvons-nous utiliser le mensonge en tant que professionnel investi et guidé par des valeurs morales ? Peut-on le considérer comme une stratégie dans la relation d'aide ? C'est à partir de ces questionnements, de nos expériences et celles de nombreux professionnels interrogés que nous avons souhaité investiguer sur les paradoxes du mensonge et de la transparence dans nos métiers. Le mensonge, dans nos pratiques, et l'éthique, au sens large du terme, ont été au cœur de nos recherches. En tant que travailleurs sociaux, nous travaillons avec ce que nous sommes, avec la réalité des terrains, mais également avec les lois qui régissent nos interventions. Cela vient parfois heurter nos pratiques qui favorisent la proximité dans nos accompagnements avec les personnes. Le mensonge peut-il être légitime ?

Les médiateurs sociaux, enfin reconnus ?

Média social (Le), 29/02/2024

Une loi est en cours d'adoption pour reconnaître officiellement le métier de médiateur social et garantir sa formation. Une avancée pour les 12 000 salariés qui occupent cette fonction, dont la moitié sur des postes précaires. Restera ensuite à structurer une filière de formation, une gouvernance, et un modèle de financement.

VIOLENCES



À la campagne, les zones blanches de la lutte des violences faites aux femmes

Radio France, 08/03/2024, 35 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/france-culture-va-plus-loin-l-invite-e-des-matins/a-la-campagne-les-zones-blanches-de-la-lutte-des-violences-faites-aux-femmes-1463723>

En France, les territoires ruraux représentent 33% de la population française et 47% des féminicides. Dans les campagnes les femmes sont davantage confrontées à l'isolement et aux injonctions sociales : comment les aider ?

L'ordonnance de protection contre les violences conjugales : un dispositif sous-employé / JOUANNEAU Solenne

TheConversation.com, 04/03/2024

<https://theconversation.com/lordonnance-de-protection-contre-les-violences-conjugales-un-dispositif-sous-employe-224428>

Comment l'ordonnance de protection visant à empêcher les violences faites aux femmes dans le cadre conjugal aboutit paradoxalement à instituer un seuil de violence « juridiquement acceptable » ?

La lutte contre les violences faites aux femmes : état des lieux

Vie-publique.fr, 04/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-etat-des-lieux>

Les actes de violence à l'encontre des femmes sont réprimés de plus en plus sévèrement en France. Ils donnent lieu à de fortes mobilisations, facilitées par les réseaux sociaux. La parole des femmes se libère peu à peu. Au-delà de la répression des violences, la politique de prévention passe par une action contre les stéréotypes sur les femmes.

- Violences faites aux femmes : de quoi s'agit-il ?
- Une prise de conscience récente
- Une réponse pénale croissante
- Les réponses sociétales apportées aux femmes



Une appli qui aide à se mettre à l'abri en cas de harcèlement de rue

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 46

<https://www.lagazettedescommunes.com/915453/une-appli-qui-aide-a-se-mettre-a-labri-en-cas-de-harcelement-de-rue/>

L'application Umay offre la possibilité de trouver un endroit protecteur en cas de harcèlement dans la rue. En listant des lieux refuges à proximité et en favorisant le signalement d'un danger, elle permet de se sentir plus en sécurité dans l'espace urbain.

Qu'est-ce que consentir ?

Le 1, 28/02/2024, n° 485

Ce numéro du 1 tente de répondre à une question fondamentale qui se pose publiquement depuis le mouvement #MeToo lancé en 2017 : qu'est-ce que consentir, donner son consentement ? Des affaires PPDA au scandale Depardieu, des révélations de Vanessa Springora à celles de Judith Godrèche et d'autres comédiennes, pas un jour sans que cette notion ne vienne nous bousculer. Consentir, est-ce choisir, ou accepter ? Pourquoi céder n'est pas consentir ? L'éclairage du 1.

<https://le1hebdo.fr/journal/numeros/485/qu-est-ce-que-consentir.html>

